

Insertion et probation : les agents en grève

Ils sont chargés de suivre les détenus pendant leur détention.
Ils réclament des moyens et de la considération.



Les agents du Service pénitentiaire d'insertion et de probation font grève.

Reportage

Cela fait maintenant deux mois qu'ils manifestent. Chaque jeudi midi, pendant leur pause déjeuner. Deux drapeaux à l'entrée de leur local, une banderole, un barbecue quand il fait beau. Il n'y a guère que les clients du Carrefour Côte de Nacre dont l'entrée du parking, rue Colbert à Caen, fait face à leur bureau, qui les remarquent. « C'est un mouvement national. À ce jour, 80 services sont mobilisés dans toute la France », expliquent Guillaume Cally, secrétaire régional CGT et Mounia El-Bouch son alter ego pour le Snekap-FSU, entourés des agents calvadosiens.

Les agents des Services pénitentiaires d'insertion et de probation (Spip) réclament des moyens et de la considération. « Personne ne sait ce que nous faisons. » Et pourtant, les conseillers d'insertion et de probation sont un des rouages essentiels du système judiciaire. « Quand une personne est condamnée, nous sommes chargés de veiller à ce qu'elle suive bien les obligations auxquelles elle a été condamnée et

nous devons aussi l'aider dans son insertion ou réinsertion dans la société. »

Simplement, ces agents ont de plus en plus de mal à remplir leur mission. « Avec 100 à 120 détenus suivis par conseiller, c'est compliqué. La partie insertion de notre mission est de plus en plus ignorée par manque de temps. »

Des moyens humains supplémentaires sont donc réclamés, une revalorisation salariale aussi. « Les personnels de surveillance ont été revalorisés mais nous, comme d'habitude, on a été oubliés. »

Les agents vont donc poursuivre leur mouvement. Ils ont reçu les parlementaires de la région. « Une rencontre avec le ministre est prévue. Si nous n'avons pas satisfaction, une grande manifestation nationale est prévue », indiquent les agents caennais. Il est 13 h 45, les grévistes enlèvent drapeaux et banderoles pour retourner au travail. Rendez-vous dans une semaine. Même heure, même endroit.

Jean-Luc LOURY.

Conflit au conseil : pas de budget à Espins

Espins pourrait être mise sous tutelle de la Chambre régionale des comptes. Jeudi soir, le conseil municipal n'a pas pu voter le budget.